

Madagascar : Survol hebdomadaire de presse francophone n°24 (du 14 au 20 juin)

La crise politique

« *Dialogue national* ». **La Coalition à la peine.** Les organisateurs des rencontres semblent avoir échoué à convaincre les différentes sensibilités de l'opposition à participer aux débats, un préalable qui constituait l'une des raisons du report des rendez-vous, l'autre motif étant l'absence du financement promis par la HAT. Les réunions préalables prévues dans les inter-régions n'auront pas lieu. Les membres de la COSC vont se rendre sur le terrain pour collecter les propositions. Ils espèrent pouvoir obtenir le concours d'organisations qui n'ont pas fait montre d'hostilité à la démarche (Kmf/Cnoe, SeFaFi, Justice et Paix,...). Les organisateurs recherchent la caution de la communauté internationale et lui demande d'accorder son concours financier. Les dirigeants des OSC pro-Maputo mettent en cause l'indépendance des entités organisatrices et considèrent que le « *Dialogue national* », venant après tant d'autres tentatives avortées, ne peut aboutir à une solution crédible qui ouvre la voie à la reconnaissance internationale.

Tension politico-ethnique à Toliara. Des opposants de l'ethnie Tanalàna ont été appréhendés pour avoir tenté d'organiser une manifestation. Il leur est aussi reproché d'avoir diffusé des tracts diffamatoires à l'encontre du Premier ministre. L'affaire a déclenché de vives manifestations et la séquestration d'un proche de Camille Vital, qui s'est porté partie civile. Les rivalités entre ethnies Vezo et Tanalàna ont servi de détonateur. Le procès des 4 Tanalàna incarcérés a donné lieu à un verdict d'apaisement mais des jeunes de cette ethnie ont manifesté en ville, tenant des propos menaçants à l'encontre des Vezo et exigeant la libération de tous les « *détenus politiques* » originaires de Toliara, notamment du lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy [*chef des mutins de la FIGN*] et d'un leader du Tim Jeunes, Manoela, arrêté à Antananarivo. Une instrumentalisation politique des rivalités ethniques est redoutée.

Le leader régional des jeunes Tim, Manoela, arrêté dans un minibus après avoir assisté à un meeting. Il est mis en cause dans l'affaire des affrontements du Mausolée, le 20 mai. Il lui est reproché des propos incitant à la violence et à la désobéissance civile, ainsi que des incitations à des actions « *anti-karana* ».

Plusieurs villes de province connaissent un regain de tension, alors qu'elles avaient été jusqu'ici en marge des troubles qui ont affecté la capitale. Le pouvoir chercherait à évincer des maires élus sous l'étiquette Tim. Le maire de Toamasina, accusé de malversations, a été remplacé par un Président de Délégation Spéciale (PDS), ancien ministre de la HAT. Manakara, Antsirabe et Toliara sont également en proie à des tensions municipales.

Les opposants intensifient leur mouvement à l'approche du jubilé du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance. Ils préparent leurs partisans à une action visant à évincer le président de la HAT. Une forte délégation a entamé une tournée dans les régions pour mobiliser la population, elle laisse espérer un retour imminent de Marc Ravalomanana, que le pouvoir cherche de son côté à faire extraditer pour son procès, fixé au 23 juin, en plein période de célébration de la fête nationale. La HAT propose à l'Afrique du Sud une coopération judiciaire, dont l'issue est plus qu'incertaine. Des manifestations sont annoncées, des mots d'ordre de boycott sont lancés, le pouvoir annonce qu'il fera preuve de la plus grande fermeté.

La HAT satisfaite des résolutions du Conseil des ministres de la COI. Elle y voit un encouragement à poursuivre la mise en œuvre de sa feuille de route, une manière de faire comprendre que les initiatives de Joachim Chissano ne sont plus d'actualité. « *Le Gouvernement français n'est pas prêt à se rallier à la position de la communauté internationale* », selon le « *Collectif pour Madagascar* » qui a rencontré un député UMP et le directeur de cabinet du secrétaire d'Etat français de la Coopération en marge du Sommet de la COI à La Réunion. La France est accusée d'apporter en sous-main son soutien au régime dans son projet d'organiser rapidement des élections. L'opposition appelle la population à dénoncer « *l'ingérence directe* » de la France dans les affaires nationales, 50 ans encore après l'octroi de l'indépendance.

Une visite de Joaquim Chissano à l'ordre du jour. Une nouvelle rencontre des mouvances à Maurice ou en Suisse serait envisagée mais Andry Rajoelina ne manque pas une occasion de déclarer qu'il ne reviendra pas à la table de négociations. La Coalition des OSC a manifesté le souhait de rencontrer le médiateur pour le convaincre de tourner la page des Accords de Maputo.

Dans un édit, Sobika redoute une « *douce ivoirisation de la crise malgache* ». Une situation de blocage qui perdure depuis 18 mois et qui semble satisfaire les protagonistes de tous bords, attachés à la défense de leurs acquis et privilèges.

Droits humains, gouvernance

Affaire du 7 février 2009. La mouvance Ravalomanana, déclare : « *Il n'y a pas que notre mouvance qui a sollicité une enquête internationale. Le dernier rapport d'Amnesty [...] souligne l'utilité d'une commission internationale d'enquête sur les événements du premier trimestre 2009 et notamment ceux du 7 février. [...] Nous refusons que l'actuel pouvoir de fait juge ces affaires du 26 janvier et 7 février 2009 car il ne pourrait qu'être juge et partie. Pour que l'apaisement vienne, nous estimons que le moment n'est pas opportun pour en parler. D'ailleurs, pour l'affaire du 7 février, nous pouvons citer deux responsabilités. La responsabilité causale et première : qui a amené à Ambohitsorohitra à la tuerie toutes ces personnes ? Et la responsabilité dérivée pour l'usage des armes à feu : d'où venaient tous les tirs qui ont tué autant de personnes ?* »

« **Madagascar : Amnesty International est-elle impartiale ?** », titre **Le Courrier**. Après avoir résumé le contenu des 2 pages du rapport 2010 d'Amnesty consacrées à Madagascar, le quotidien déplore que l'organisation occulte « *volontairement ou non, les exactions commises par le régime précédent. [...] On est en droit de se demander pourquoi Amnesty qui se fait fort de défendre les droits des citoyens à la liberté d'expression s'est toujours tu quand Ravalomanana a interdit toute manifestation à caractère politique durant ses 6 ans de règne. Pourquoi également sa voix ne s'est-elle pas élevée contre les arrestations arbitraires à l'encontre des adversaires politiques et économiques de l'ancien dictateur ? Des inerties qui laissent planer le doute sur la partialité de cette association* ».

« **Prisonniers politiques** ». Le **Courrier** comptabilise une centaine de personnes incarcérées dans les deux établissements de la capitale. Il écrit : « *Avec un peu d'effort et plus d'exercice, le président de la HAT parviendra au palmarès de son prédécesseur car durant la crise postélectorale de 2002 on a recensé 347 personnes condamnées impliquées. Selon des statistiques, 235 d'entre elles ont été libérées, 6 sont mortes en détention et 75 ont bénéficié de grâce présidentielle. Seules une trentaine restent emprisonnées ou sous le coup d'une condamnation judiciaire, dont certaines en exil* ».

Travail au Liban. La famille d'une employée décédée et le syndicat des travailleurs sociaux (SPDTS) interpellent les institutions de défense des droits humains. Le ministère de la Population rappelle que les procédures d'expatriation vers le Liban sont suspendues. Les familles reprochent à l'Etat son inertie.

3.600 enfants malnutris recensés dans les centres de récupération nutritionnelle des régions Anosy et Androy. La situation s'est aggravée depuis le mois d'avril du fait du passage d'un cyclone.

Actualité économique et sociale

Le parti Vert juge que la Transition n'est pas habilitée à engager l'avenir pour l'exploitation des ressources naturelles. Le pouvoir est sensé répondre aux aspirations de la population pour une meilleure gouvernance. Or, « *à voir l'évolution de la situation, ce qui se passe actuellement est la reproduction du système qu'a combattu le peuple, voire pire. Certes, le pays a des besoins financiers mais les dirigeants ont intérêt à miser sur la transparence, ils ont le devoir de sortir "clean" de la transition. Ils ne peuvent laisser des arrières aux prochains dirigeants de ce pays* », déclare sa présidente.

Le parti justifie les sanctions de l'UE, qui refuse de voir son aide détournée par un régime non démocratique. Des sanctions qui planaient déjà sur le régime précédent pour cause de mauvaise gestion.

Poursuite de l'exportation de bois de rose. L'exportation de 79 conteneurs de bois de rose illégalement coupé a pu se faire grâce à l'autorisation donnée par le Premier ministre alors que toute exportation est interdite depuis le mois de mars. Les pénalités perçues s'élèvent à 72 millions Ar par conteneur. L'ambassade de France a déconseillé à la compagnie Delmas d'effectuer le transport vers la Chine, par crainte de réactions internationales. Depuis mars 2009, l'exploitation illicite dans les zones protégées aurait rapporté 200 millions d'euros. De son côté, le ministère de l'Environnement opte pour la pratique de la dénonciation afin de renforcer la protection de l'environnement.

Investissements étrangers : la presse met en avant des contacts officiels « *très prometteurs* » avec des investisseurs chinois et libyens en visite de prospection. Une importante banque franco-gabonaise s'installe. Une dizaine de nouveaux investisseurs sont en attente d'attribution de blocs pétroliers.